



Le président français a appelé il y a quelques semaines seulement, selon les sources bien introduites, son homologue camerounais pour lui signifier que Paris suivait de près l'actualité de son pays, avec notamment le dossier de l'opposant Maurice Kamto, aujourd'hui placé sous mandat de dépôt à la prison Kondengui.

Le président du Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC), Maurice Kamto, est en détention provisoire à la prison principal de Kondengui. Il avait été placé sous mandat dans la nuit du 12 au 13 février 2019, par le juge d'instruction du tribunal militaire de Yaoundé. L'opposant avait été conduit nuitamment à la prison, après la première audience au Tribunal militaire de Yaoundé où il avait été inculpé pour, entre autres, « insurrection » et « hostilité contre la patrie », avec lui, plusieurs de ses partisans arrêtés le 26 janvier 2019 dans le cadre de la « marche blanche ».

Maurice Kamto et ses alliés se considèrent comme des détenus politiques, ils ont dans une déclaration conjointe, signée le 11 mars 2019, remercié la communauté internationale de l'attention qu'elle ne cesse de porter sur la situation du Cameroun, à l'instar du Secrétaire Général des Nations Unies, Antonio Guterres, du Haut-Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'homme, l'ancienne présidente du Chili, Michelle Bachelet, à la Haute Représentante de l'Union Européenne, Federica Mogherini, et au Sous-secrétaire d'Etat américain aux Affaires africaines, Tibor Nagy.

En revanche ces leaders politiques ont dans la même déclaration dénoncer le « mutisme » de certains partenaires historiques du Cameroun, comme la France »

Mais les sources bien renseignées soutiennent que le dossier Maurice Kamto fait l'objet d'une attention très particulière de Paris
